

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 SCHOELCHER

SCHOELCHER, le 18/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF PEI Bf2

Centrale Bellefontaine B - Fond-laillet
97222 Bellefontaine

Références : RI ENV - 23-0348
Code AIOT : 0006900568

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 novembre 2023 dans l'établissement EDF PEI Bf2 implanté Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet - 97222 Bellefontaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF PEI Bf2
- Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine
- Code AIOT : 0006900568
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La centrale EDF PEI de Bellefontaine est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation SEVESO Seuil Haut au titre de la directive SEVESO 3. L'autorisation d'exploiter a été accordée par arrêté préfectoral n° 10-03645 en date du 10 novembre 2010 modifié.

EDF PEI de Bellefontaine fait l'objet d'une visite périodique annuelle sur la thématique des risques chroniques, objet de la présente inspection.

Ces activités de combustion sont visées par la rubrique 3110 de la nomenclature des installations

classées (ICPE) relevant de la directive IED. Ce classement a fait l'objet d'un arrêté de prescriptions complémentaires daté du 4 juillet 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Autosurveillance air
- Gestion des périodes OTNOC (Other Than Normal Operating Conditions : conditions d'exploitation autres que normales)
- Récolement de la précédente inspection du 23 mai 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bilan des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	Sans objet
3	Conditions de mesure des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Définition des périodes OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	Sans objet
4	Récolement de l'inspection du 22/05/23	Arrêté Préfectoral du 11/10/2010, article 2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les demandes d'informations formulées par l'inspection ont vocation à justifier le respect des conclusions sur les MTD. Ces réponses seront considérées dans le prochain arrêté de prescriptions complémentaires qui actera le réexamen IED "combustion" de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Définition des périodes OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Exclusion des périodes d'essais, d'entretien ...
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les moteurs, les valeurs mesurées durant les périodes correspondant aux opérations d'essais, de réglage ou d'entretien après réparation peuvent également être exclues après accord du préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures prévu à l'article 6 du présent arrêté.</p> <p>[...] La durée maximale de l'ensemble des périodes OTNOC ne peut dépasser 10 % de la durée totale de fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, le 17 novembre 2023, l'étude technico-économique visant à exclure les</p>

périodes d'essai, de réglage ou d'entretien après réparation. L'exploitant propose une surveillance des émissions atmosphériques dans le cas où les 10 % du temps de fonctionnement normal global de l'installation seraient dépassés, ce qui ne répond pas entièrement aux dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel.

Lors de

	A 5% d'O ₂	A 15% d'O ₂
CO	0 – 1346 mg / Nm ³	0 – 505 mg / Nm ³
NOX	0 – 2163 mg / Nm ³	0 – 811 mg / Nm ³
Poussières	0 – 323 mg / Nm ³	0 – 121 mg / Nm ³

l'inspection, il a été présenté les caractéristiques des 12 analyseurs DURAG asservis à chaque moteur (en remplacement des cabines SERES depuis 2021). Les 12 analyseurs sont certifiés pour des plages de mesure spécifiques.

La plage supérieure de mesure est en deçà des taux d'émissions des moteurs lorsque l'installation de traitement des fumées (Dénox) ne fonctionne pas normalement. Ainsi, il n'est pas possible d'obtenir des mesures fiables lorsque ces valeurs sont dépassées. Il a été convenu avec l'exploitant de réaliser une surveillance en continu pendant ces périodes en mesurant les émissions jusqu'à ce que les plages supérieures de mesures soient atteintes pour chaque paramètre polluant, puis de les estimer par calcul. L'exploitant a apporté, par courriel du 28/12/2023, ces éléments d'appréciation pour compléter son étude technico-économique. Ils seront pris en compte dans le cadre du réexamen IED de l'établissement en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bilan des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34

Thème(s) : Risques chroniques, Estimation des émissions pendant les périodes OTNOC

Prescription contrôlée :

L'arrêté préfectoral fixe des valeurs limites d'émissions adaptées, en concentration et en flux, ainsi que la durée maximale de ces périodes qui, cumulée avec la durée de l'ensemble des périodes d'exclusion visées à l'alinéa précédent, ne peut dépasser 5 % de la durée totale de fonctionnement des installations. La durée des périodes d'exclusion visées à l'alinéa précédent peut dépasser 5 % sans excéder 10 % pour les installations situées dans les zones non-interconnectées. Dans ce cas, l'exploitant devra disposer au plus tard le 1^{er} juillet 2019 d'un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement.

Constats :

Les périodes OTNOC sont inférieures à 10 % (3,34% en 2022) du temps de fonctionnement normal. Afin d'améliorer l'interprétation des résultats de mesures pendant ces périodes, il est demandé de distinguer les phases d'arrêt-démarrage des autres périodes (essai, de réglage ou d'entretien après réparation). Ces résultats devront figurer dans le bilan annuel prévu à l'article 7.4.1 de l'arrêté d'autorisation du 10 novembre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Conditions de mesure des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de mesure : teneur en oxygène

Prescription contrôlée :

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une

teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'autosurveillance transmis à l'inspection sont indiqués avec un niveau d'oxygène de référence à 5%, comme figurant dans l'arrêté d'autorisation du 10 novembre 2010. L'arrêté ministériel du 3 août 2018 ainsi que les conclusions sur les MTD "Combustion" prescrivent un niveau d'oxygène de référence à 15%. Cette modification sera prise en compte dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire actant le réexamen IED. Ainsi, il est demandé à l'exploitant d'exprimer ces résultats en conséquence à partir de janvier 2024.</p> <p>L'exploitant s'est engagé par courriel du 28 décembre 2023 à transmettre les prochains rapports environnementaux et bilan annuels avec des résultats à <u>15%</u> d'O2 et non à <u>5 %</u> d'O2 pour les émissions atmosphériques.</p> <p>Il se positionnera également sur la remise en cause éventuelle de la conformité des rejets depuis 2019 du fait de l'erreur du niveau d'oxygène de référence considéré jusqu'à présent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Récolement de l'inspection du 22/05/23

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2010, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des terres polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'exploitant des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 28 septembre 2023, l'exploitant a transmis:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bordereau de suivi de déchets dangereux relatif à 3.26 tonnes de terres souillées prises en charge par E-Compagnie le 26/09/2023; - le diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines, afin de caractériser la typologie des polluants, l'étendue d'une éventuelle pollution et ses impacts potentiels afférents. Sur les 15 autres sondages, réalisés après les travaux d'excavation, les concentrations retrouvées sont faibles voire nulles. La présence d'hydrocarbures n'a pas été décelée ni visuellement ni olfactivement durant la campagne. <p>Malgré des traces de zinc légèrement supérieures à la normale sur deux sondages, la zone d'étude ne présente aucune concentration anormale à l'issue des travaux d'excavation.</p> <p>Le suivi piézométrique réalisé au droit du piézomètre PZG5 à proximité du point de rejet dans la rivière de Fond Laillet montre que les eaux souterraines ne présentent aucun impact significatif après l'incident.</p> <p>Ces justificatifs n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite